

# Al-watwan

“Aime la vérité, mais pardonne à l'erreur” Voltaire

24e année. N°1312 du mercredi 6 mai 2009. Prix/Comores : 250 Fc ; Etranger : 1,5 Euro. Directeur de la publication : Djaé Ahamada

## LIRE ÉGALEMENT

### Référendum constitutionnel Une formation des agents électoraux

Dans le cadre de la tenue du référendum constitutionnel du 17 mai, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) entend organiser, du 10 au 15 mai, une formation à l'intention des différents acteurs du scrutin.

Lire page 3

### Développement durable Projet Wio-Lab : vers un plan d'action nationale



L'hôtel Le Moroni a abrité des journées d'atelier, organisées par le ministère fédéral de l'Agriculture, sur le thème : "Préparation d'un plan d'action stratégique et de l'analyse diagnostique transfrontalières sur les ressources marines et côtières."

Lire en dernière page

### Référendum à Mayotte Une condamnation sans appel des Pays non-alignés

Réunis à Cuba, les ministres des Affaires étrangères des pays du Mouvement des Non-alignés ont condamné le référendum du 29 mars.2009, organisé à Mayotte.

Lire page 2

## Journée internationale des sages femmes

# Pour une maternité à moindre risque

La Journée Internationale de la Sage-femme a été l'occasion pour le personnel soignant d'exposer les différents problèmes que rencontre le système de santé maternelle et les femmes enceintes. La présidente de l'Association des sages-femmes estime que "la paupérisation de la population notamment chez les femmes constitue un grand obstacle limitant l'accès des femmes aux services de santé". Selon Djama Indata, major à l'hôpital El-Maarouf, "au cours de l'année 2008, sur les 2999 femmes qui ont accouché à la maternité de l'El Maarouf, dix sont décédées lors de l'accouchement. La principale raison qui a provoqué ces décès est l'absence de contrôles médicaux pendant la gestation".

Lire en page 3



## Interview du représentant de la LEA aux Comores "Les Comores ont à gagner à être plus visibles"

Abdallah Mubarak Al-Araimi, originaire d'Oman, est, depuis mars 2008, nommé représentant du Bureau de la Ligue des Etats arabes à Moroni. Ancien chargé d'affaires d'Oman auprès de l'Italie, du Kenya, de Djibouti, de la Somalie... l'ambassadeur parle, pour cette première interview accordée à Al-watwan, de ses missions, de la place de la langue arabe aux Comores, des investisse-

ments arabes... Concernant l'aide de 2 millions de dollars par mois pour une durée de un an, accordée aux Comores lors du sommet de Qatar, le représentant précise "qu'une commission spéciale a été mise en place pour déterminer, bien sûr avec la coopération de l'Etat comorien, dans quels domaines ces fonds seront affectés".

Lire en dernière page



## YLANG YLANG SERVICE

TRANSPORTEURS  
DE CONTENEURS, VEHICULES, etc.

VOTRE COMPAGNIE INTERNATIONALE,  
RAPIDE ET FIABLE AU PRIX IDEAL  
CONTACTEZ : AGENCE MARITIME DES COMORES,  
TEL : 269 334 11 93 EMAIL : ylangylangservice@yahoo.fr



## Référendum pour la départementalisation de Mayotte

# Une condamnation sans appel des pays non-alignés

Réunis à Cuba, les ministres des Affaires étrangères des pays du Mouvement des Non-alignés ont réitéré la souveraineté des Comores sur l'île de Mayotte et condamné le référendum du 29 mars 2009, organisé par le gouvernement français dans l'île comorienne de Mayotte. Cette consultation constitue, selon eux, "une violation de la souveraineté de l'Etat comorien et de l'intégrité territoriale et qui représente une grave atteinte au droit international et aux résolutions de l'Onu".

Les Ministres des Affaires étrangères des 118 pays du Mouvement des Non-alignés, réunis à Cuba du 27 au 30 avril, ont abordé la question de Mayotte, parmi les nombreuses crises politiques qui émaillent le monde. "Une condamnation sans appel", selon Mohamed Tohiri qui évoque deux déclarations adoptées, le premier portant le point 238 et qui stipule que "les ministres déplorent l'ingérence de la France dans les affaires de Mayotte et rejette vigoureusement toute tentative ultérieure d'intégration de l'île comorienne dans l'administration française".

Dans une seconde déclaration, reprise dans le rapport final et adoptée à l'unanimité des pays présents "les ministres réitérent (point 237) de nouveau la souveraineté des Comores sur l'île de Mayotte, condamnant et considèrent comme

nulle et non avenue le référendum du 29 mars 2009, organisé par le gouvernement français dans l'île comorienne de Mayotte. Une consultation qui constitue une violation de la souveraineté de l'Etat comorien et de l'intégrité territoriale et qui représente une grave atteinte au droit international et aux résolutions de l'Onu".

L'ambassadeur des Comores aux Usa, Mohamed Tohiri, qui a déjà effectué un premier voyage au Cuba pour présenter ses lettres de créances et conclure des accords de coopération dans de nombreux domaines, a su mettre à profit le lobbying qu'il avait créé pour dépoussiérer le dossier de Mayotte, jusqu'à parvenir à faire adopter cette déclaration qui conforte les Comoriens dans leur lutte pour le retour de Mayotte dans son giron naturel.

Dans sa déclaration d'ouverture de

la réunion, Raul Castro, l'homme fort de Cuba, intervenant à l'ouverture du Sommet de la Havane, a tenté de redéfinir le rôle et la place

du Mouvement des Non-alignés. Selon lui, le mouvement doit maintenant "livrer des batailles courageuses contre l'unilatéralisme, les

doubles normes et l'impunité accordée à ceux qui sont au pouvoir, pour un ordre international plus juste et équitable face au néolibéralisme".

Le constat affiché par les pays Non alignés est amer. 53 ans après sa création, les problèmes des pays en développement n'ont pas bougé d'un iota et les engagements de l'ONU, qui se propose d'éradiquer la pauvreté en 2015 sont restés lettres mortes. Le monde des pays non alignés assiste impuissant à la mondialisation, ploie sous le poids de la dette, tributaire des clubs de Paris et de Londres et reste gouverné presque par le FMI et la Banque Mondiale.

Par cette réunion de Cuba, le non alignement se repositionne contre le modèle libéral de la mondialisation et revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de l'environnement.



L'ambassadeur des Comores aux Usa, Mohamed Tohiri en compagnie du président Bush

## Mab Elhad à la tête de la préfecture du centre

La préfecture du centre de Ngazidja (Bambao et Hambou) a un nouveau patron. Abderemane Boina Mohamed ou Mab Elhad devient ainsi le 11e préfet de Moroni. Le lieutenant de gendarmerie vient donc de solliciter sa mise à la retraite après vingt deux ans de service sous les couleurs de la gendarmerie nationale. L'homme a un parcours atypique. A son retour de France avec le diplôme de technicien agropastoral, il a d'abord occupé le poste de chef du département des produits avicoles à la station avicole du Centre fédéral d'appui au développement rural (Cefader) à Dache de 1985 à 1987. Il intègrera, ensuite, les rangs de la gendarmerie nationale en avril 87 et poursuivra plusieurs formations, notamment en recherche

criminelle et lutte contre la drogue. Titulaire de diplômes d'officier de police judiciaire (OPJ) et de qualification supérieure de la gendarmerie (DQSG), le lieutenant Elhad, a occupé successivement les fonctions de directeur adjoint de la Brigade mixte Anti-drogue (Brimad), d'officier de commandement, responsable de l'Administration et du Fichier central de renseignements judiciaires, au Commandement de la gendarmerie. Le nouveau préfet de Bambao-Hambou compte mettre à profit l'expérience acquise tout au long de sa carrière de gardien de la paix civile. Parmi les missions urgentes qui lui incombent il cite "la rénovation de la préfecture qui est complètement délabrée physiquement et administrativement, mettre un peu d'ordre sur la voie publique de la capitale et

la bonne gestion du patrimoine de la circonscription, avant de prendre à cœur mon domaine de prédilection qui est aussi la culture...". Il a du accepter ce poste car pour lui "seuls les gendarmes peuvent garantir la paix et la sécurité populaire en marquant le temps et l'espace d'un pays ou d'une circonscription comme la nôtre".

Abderemane Boina Mohamed est aussi un homme de culture, un passionné de l'image et de la poésie. C'est ainsi que de la photographie, il a évolué vers la peinture, la poésie et la calligraphie avec comme nom de plume Mab Elhad. Le gendarme, poète, photographe et artiste a participé à plusieurs expositions de peinture et ateliers d'écriture artistiques

dans le pays et dans la région. Des extraits de poèmes de son recueil "Kavulu la mwando" figurent sur les billets de banque comoriens comme les coupures de 500 et de 1000 FC. Le préfet Abderemane Boina Mohamed est père de trois enfants, nous lui souhaitons plein de succès dans ses nouvelles fonctions.

Nour El-Fahad

## Grippe porcine : malgré le recul, les pays se préparent à y faire face

Tous les pays du monde se préparent à faire face à la grippe porcine, en prenant des mesures de protection plus rigoureuses les unes que les autres. Au stade 5 d'alerte lancé par l'Ons, les Comores n'ont toujours pas encore pris la mesure du danger qui nous guette. Et pourtant des pays, mieux préparés à ce genre de risque, n'ont pas hésité à prendre des mesures draconiennes. L'Union européenne, et notamment Berlin, déconseille carrément les déplacements dans les lieux les plus affectés par la grippe porcine. Londres, tout comme la Norvège, déconseille les voyages vers le Mexique. L'Indonésie préconise, de son côté, de ne pas se rendre dans l'ensemble des zones touchées. Les Pays-Bas, l'Italie et le Canada invitent à limiter les voyages vers les zones infectées. Le premier voyageur allemand TUI a indiqué que les voyages à destination directe de

Mexico étaient annulés. Dans les pays de la zone, le gouvernement péninsulaire a fermé ses aéroports à tous les vols en provenance du Mexique et à partir de mardi 28 avril à minuit, les capitaines des avions en provenance du Mexique et d'Amérique du Nord devront faire un point de l'état de santé des passagers avant de pouvoir se poser en Australie.

Un pays comme la Russie oblige l'inspection de tous les vols en provenance du continent américain et dans certaines villes comme à HongKong (Chine), Bangkok (Thaïlande) les autorités font contrôler la température des passagers des avions (ou bateau) par infrarouge ; le même contrôle est de mise dans les principaux aéroports internationaux d'Indonésie.

La Nouvelle-Calédonie a adopté les caméras thermiques pour effectuer des contrôles aux frontières et les passagers en provenance de pays tou-

chés par la grippe porcine et présentant des symptômes de la maladie sont placés en isolement à Hong Kong, au Japon et en Australie. Malgré les protestations de l'Organisation mondiale du commerce, la viande de porc en provenance du Mexique et des Etats-Unis a été interdite par la Chine et la Thaïlande, tandis que l'Indonésie et le Liban interdisent celle en provenance de tous pays.

Aux Comores, un pays qui importe la totalité de ses produits carnés, n'a pas encore pris de mesures, comme si cette grippe pourrait nous épargner. Les Comores, ne disposant pas de stock de médicaments pour faire à ce genre d'épidémie, doivent plus que les autres prendre des mesures plus rigoureuses, dans les aéroports et les ports, afin de protéger une population plus vulnérable, car vivant pour la grande majorité dans une grande pauvreté. AAA



La Journée Internationale de la Sage-femme était une occasion pour le personnel soignant d'exposer les différents problèmes que rencontrent le système de santé maternelle et les femmes enceintes. La présidente de l'Association des sages-femmes estime que "la paupérisation de la population notamment chez les femmes constitue un grand obstacle limitant l'accès des femmes aux services de santé".

“Autorités, personnels soignants, unissons-nous pour une maternité à moindre risque”, tel fut le mot d'ordre retenu pour la journée internationale de la sage-femme célébrée hier 5 mai au palais du peuple à Hamramba. Le thème choisi cette année cadre avec les préoccupations de l'Organisation mondiale de la santé (Oms), puisqu'aux Comores, le taux de mortalité maternel est de 380/100.000 naissances. Selon Djamil Indata, major à l'hôpital El-Maarouf "au cours de l'année 2008, sur les 2999 femmes qui ont accouché à la maternité de l'El Maarouf, dix sont décédées lors de l'accouchement. La principale raison qui a provoqué ces décès est l'absence de contrôles médicaux pendant la gestation."

Cette manifestation a été marquée par la présence d'Abdourouhimi Saïd Bakar, ministre des Télécommunications, qui représen-

## Journée Internationale de la sage-femme Pour une maternité à moindre risque

taït Ikililou Dhoïnine vice-président chargé de la santé, des représentants de l'Oms et du Fnuap, des agents des ministères de la santé de l'Union et de l'île et plusieurs personnels soignants.

La mission des sages-femmes est d'assurer un accouchement sans danger et de garantir la naissance d'un enfant en bonne santé. Dans notre pays, le suivi de la gestation est compromis en raison notamment de la défaillance du système de santé caractérisé par l'insuffisance de personnels qualifiés et le coût relative-

ment élevé de certains médicaments et prestations. Sitti Saïd Hassan S. Hachim, présidente de l'Association des Sages-femmes, a déclaré, dans son allocution que "la paupérisation de la population notamment chez les femmes constitue un grand obstacle limitant l'accès des femmes aux services de santé. 84% des femmes enceintes viennent au moins une fois en consultation prénatale."

Selon Yao Kassankongo, représentant de l'Oms "la lutte contre la mortalité maternelle ne peut être menée avec succès sans des efforts

concertés de l'ensemble des partenaires de la santé dans nos pays, dans notre région africaine et dans le monde entier". Rappelant les statistiques mondiales 2005 sur la santé de la femme au cours de la grossesse, le représentant de l'Oms a indiqué que "la mortalité maternelle pour cent mille naissances vivantes est de 400 globalement dans le monde, 900 en moyenne pour l'Afrique, dont 380 pour l'Union des Comores, 90 pour l'Amérique et 27 pour l'Europe."

L'analyse de l'Oms montre que les

Comores se situent parmi les pays à mortalité maternelle dite modérée. Le pays est appelé à réaliser des performances en fournissant des soins de qualité avant la grossesse, durant la grossesse et lors de l'accouchement...

Aux Comores, le taux de scolarisation des filles futures mères est de 46% et 43% des accouchements dans notre pays se font à domicile, dans un environnement qui n'est pas favorable à la prise en charge de la future maman en cas de complication de l'accouchement. Sur cet aspect, le ministre des Télécommunications, parlant au nom du vice président en charge de la santé, a déclaré que "la santé maternelle et néonatale reste une préoccupation majeure, c'est pourquoi la vice-présidence en charge de la santé avec la collaboration de tous nos partenaires y accorde la plus grande importance." Le ministre a indiqué que c'est ainsi que "tout est mis en œuvre pour augmenter la disponibilité, l'accessibilité et l'acceptabilité de soins de qualité et des services, plus particulièrement pour les groupes de population vulnérables".

Mariata Moussa



## Référendum constitutionnel Une formation à l'intention des agents électoraux

Dans le cadre de la tenue du référendum constitutionnel du 17 mai, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) entend organiser, du 10 au 15 mai, une formation à l'intention des différents acteurs du scrutin, notamment les superviseurs, les coordonnateurs, ainsi que les présidents et secrétaires des bureaux de vote.

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a convoqué, le mardi 5 mai, les superviseurs, les coordonnateurs, mais aussi les présidents et secrétaires de bureaux de vote à une réunion d'information au siège de la Commission, sis à la Coulee à Moroni.

La rencontre a essentiellement porté sur le lancement, le 10 mai prochain, de la formation destinée à renforcer les capacités des diffé-

rents acteurs du scrutin référendaire du 17 mai prochain. Ces séances de formation se dérouleront en deux temps : du 10 au 12 mai pour les superviseurs et les coordonnateurs ; du 13 au 15 mai pour les présidents et secrétaires de bureaux de vote.

Selon Mohamed Kassim Zahahé, secrétaire général de la Ceni, la formation concerne, au total, un effectif de 87 superviseurs et coordonnateurs de Ngazidja, de Mohéli et d'Anjouan. Elle devra permettre

d'assurer, conformément aux dispositions en vigueur, le bon déroulement du référendum et de limiter au maximum les éventuelles erreurs souvent constatées en pareille circonstance. "Toutes les conditions sont réunies pour le bon déroulement du référendum du 17 mai" nous a déclaré M. Zahahé.

Selon la Ceni, 50% du budget alloué au scrutin vient d'être affecté à la formation des agents électoraux et aux autres charges préliminaires. Le secrétaire général de la Ceni a tenu à rappeler, au cours de la même réunion, les contraintes majeures et autres obstacles auxquels les superviseurs et coordonnateurs pourraient être confrontés,

comme cela a été le cas en 2007. Il a surtout insisté sur le devoir de neutralité et d'indépendance de chaque agent. "Chacun est responsable de ses actes et sera jugé sur ses actions" a encore dit M. Zahahé.

La question relative aux cartes électorales a été largement abordée lors de cette rencontre. La Ceni serait en train d'examiner d'autres voies

pour permettre à ceux qui auront perdu leurs cartes électorales de pouvoir accomplir leur devoir civique.

Il faut dire que la même formation se déroulera simultanément (aux mêmes dates) sur les îles d'Anjouan et de Mohéli.

Ahmed Moussa

## Presse: Upanga, un nouveau titre à Mayotte

La presse maoraise s'est enrichie, cette semaine, d'un nouveau titre : Upanga (sabre, en français). Il s'agit d'une publication bimestrielle qui traite de l'actualité politique et économique de l'île et « se veut un poil à gratter du paysage médiatique mahoais » selon l'un de ses deux journalistes, Remi Carayol. Upanga sortira chaque 1<sup>er</sup> et 15 du mois. M. Carayol est une signature bien connue à Moroni. En compagnie d'autres journalistes dont Saindou Kamal Edime, il a fondé en 2006 le mensuel Kashkazi, qui a cessé de paraître depuis plusieurs mois, et le site Le Canal. La rédaction de Upanga est composée de deux journalistes à temps plein et de plusieurs collaborateurs occasionnels.

Quand la PNF baigne dans l'illégalité

Tickets-resto contre stock-options à la BFC

upanga

Presse et pouvoir politique  
Enquête sur des relations incestueuses

Douchina..

Le Mahorais disparait avec armes et tracas

le président qui ne savait pas

Une l'histoire des relations de Moroni



## Lutte contre la pauvreté dans le village de Kowé Un jardin maraîcher pour générer des fonds communautaires

*Le village de Kowé dispose de son compte épargne Sanduk grâce à la production de son jardin maraîcher communautaire. Cette activité génératrice de revenus bénéficie de l'appui technique du projet "Engagement communautaire pour le développement durable" qui entend introduire des pratiques culturales biologiques, respectueuses du sol, de la biodiversité et de l'environnement, en général.*

Le petit village de Kowé, au sud-ouest de Ndzuwani, a désormais son compte épargne Sanduk grâce à la production de son jardin maraîcher communautaire. Une première récolte de produits légumineux a généré un bénéfice conséquent, suivi de celle d'une culture de maïs, pratiquée par le quartier Mjimbiya, qui n'a pas encore généré de recettes à la hauteur des attentes. Le total de ces recettes "est sécurisé dans un compte", tient à rassurer Youssouf Ousseine, l'un des responsables du comité de gestion villageois. Depuis un an, le projet "Engagement communautaire pour le développement durable" (Ecd) accompagne cette initiative de la communauté de Kowé. La méthode d'approche de l'équipe de Hugh Doulton et Mohamed Moutui, respectivement coordinateurs nationaux et insulaire du projet à Ndzuwani, consistant en une implication des paysans à la conception et à l'exécution du projet est jugée plus originale. Tout est décidé à la suite de discussions avec les villageois pour la détermination des activités concrètes devant accompagner le processus de recherche et d'appropriation.

### Gestion durable des ressources forestières et protection de la biodiversité

Des actions pilotes ont été arrêtées pour atteindre trois objectifs : l'amélioration des conditions de vie et le développement économique et social du village ; la gestion durable des ressources forestières et la protection de la biodiversité ; et l'engagement de plus des villageois possible dans la conception jusqu'à la réalisation, et l'augmentation de leur capacité pour mener des actions à l'avenir. A en croire Hugh, comme l'appelle les paysans devenus ses intimes, "les forums de discussions sur la protection de l'environnement avec la communauté recommandaient de passer des jours et des nuits ensemble dans les villages". Il fallait commencer par chercher à faire comprendre l'implication de la communauté dans les réalisations communautaires. Les facilitateurs du projet mènent une sorte d'enquête sur les types d'habitations, les infrastructures communautaires ou les sources de revenus des habitants. Ce processus de discussions, qui a révélé l'épuisement du sol suite à une surexploitation des hauteurs, a arrêté le choix d'un jardin maraîcher associé à une pépinière à côté du village pour la communauté de Kowé. Pour une meilleure sensibilisation

des paysans, dont une majorité est analphabète, sur l'épineuse question de l'épuisement du sol, les animateurs du projet Ecd faisaient des démonstrations en image des différents facteurs entraînant l'appauvrissement des sols cultivables, suivies d'exercices de classification des facteurs des plus nuisibles au moins nuisibles pour les cultures.

Ils établissent un schéma des problèmes en proposant aux paysans divers jeux d'ensemble aboutissant à des solutions. La première expérience de l'exploitation du jardin maraîcher de Kowé a été réalisée sur une parcelle d'environ 2000 m<sup>2</sup>, soit 252 m<sup>2</sup> pour la culture des tomates, 236 m<sup>2</sup> pour celle d'oignons et repiquage de 760

pièdes de pètsai, 995 de laitue et 550 de chou. Il est à souligner que la fertilisation des sols consistait en des apports de fumier de bovin et de compost. Cependant, le rapport d'activités de l'Ecd révèle que la production a été faible pour l'oignon et le chou, par contre pour le pètsai et la laitue c'est une marge de perte respectivement de 36% et

21% dans les ventes. Pour les tomates, seuls 12% de la récolte ont été perdus avec 1208 kg produits sur 2,5 ares, soit 483,2 kg/are, ce qui constitue un rendement correct pour une culture en plein champ, note encore le rapport.

Les perspectives de réorientation technique du projet pour cette année consistent en une conversion vers des pratiques culturales biologiques, respectueuses du sol, de la biodiversité et de l'environnement en général. Le projet Ecd va lancer une politique de développement de partenariats pour profiter de l'expertise disponible à l'extérieur du projet et garantir un meilleur appui technique à la mise en oeuvre des actions.

Pour fructifier l'argent en caisse, le paysan Youssouf Ousseine propose à ce que le projet accorde une contribution complémentaire pour l'achat d'une vedette de pêche. Cette diversification d'activités permettra à la terre de souffler, croit-il. Autre proposition du notable, financer l'aménagement des caniveaux pour une meilleure évacuation des eaux de la rivière qui traverse la localité. **M. Solihi Ahmed**



## Arrivée d'une équipe de vétérinaires français

*Une équipe de quatre experts français en santé animale se trouve aux Comores dans le cadre d'un projet de lutte contre les épidémies qui touchent le bétail. Elle réalise des enquêtes dont la finalité est de constituer une base de données sur l'état endémique des épizooties du bétail aux Comores, et permettre aux autorités de planifier une politique de lutte pérenne.*

Une équipe de quatre experts français en santé animale, issue du Centre de recherche et de veille sur les maladies émergentes dans l'Océan indien se trouve à Moroni depuis le 29 avril dernier. Conduite par le docteur Eric Cardinal, cette mission est venue dans le cadre d'un projet de lutte contre les épidémies qui touchent le bétail dans les pays de l'Océan indien. Depuis vendredi dernier, ces experts français accompagnés de vétérinaires nationaux et de responsables des ministères de l'agriculture et de l'élevage de l'Union et de Ngazidja sillonnent l'île pour un travail de terrain consistant à identifier les dominants pathologiques parmi le cheptel comorien. "Dans ce travail, les spécialistes en santé animale cherchent à comprendre l'introduction ainsi que la diffusion des maladies, voir comment limiter ou arrêter carrément leur évolution", explique Saty Attoumane, chargée de la communication au ministère de l'agriculture et de l'élevage de

l'Union.

Les pathologies animales visées dans cette enquête sanitaire sont la fièvre de la vallée du Rift, la peste porcine classique, la peste porcine africaine, la peste aviaire, la grippe aviaire ainsi que la fièvre du Nil occidental. Saty Attoumane assure que les outils qu'ils ont apportés pour ce travail permettent de "détecter la maladie sur place, avant d'aller en laboratoire".

Les experts entendent mener leur visite dans les quatre îles de l'archipel, et vont répartir les zones d'enquête en deux par île. Vendredi dernier, ils étaient dans la région de Mboudé ; le lundi 4 mai, l'autre partie de l'équipe a entamé la région du sud de l'île. En tout cas, trois vétérinaires doivent terminer cette première partie de leur travail dans l'ensemble du territoire avant le vendredi 8 mai, date à laquelle la mission, prend fin leur séjour aux Comores. Le quatrième expert va, quant à lui, rester encore pour trois mois.

La finalité de cette enquête est de

constituer une base de données sur l'état endémique des épizooties du bétail aux Comores, et permettre aux autorités de planifier une politique de lutte pérenne. Ce projet, qui s'étale sur une période de quatre ans, est financé à hauteur de 450 000 euros, une enveloppe en grande partie assurée par l'Union européenne à travers la région Réunion. Pour cette lutte contre les épidémies qui touchent le bétail dans les pays de l'Océan indien, les experts fran-

çais, ayant sans doute été mis au courant du dialogue de sours, qui règnent aux Comores entre les autorités fédérales et insulaires, ont préconisé une "entente et une collaboration des différentes entités du pays, afin d'assurer la réussite de ce projet." Un projet important, en ce moment où le monde entier est envahi par une multitude de pandémies qui touchent à la fois le bétail et l'homme.

SM



## COOPERATION

Entretien avec le représentant du Bureau de la Ligue des Etats arabes

## “Les Comores ont beaucoup à gagner à être plus visibles”

Abdallah Mubarak Al-Araimi, originaire d'Oman, est, depuis mars 2008, nommé représentant du Bureau de la Ligue des Etats arabes à Moroni. Ancien Chargé d'affaires d'Oman auprès de l'Italie, du Kenya, de Djibouti, Somalie... l'ambassadeur parle, pour cette première interview accordée à Al-watwan, de ses missions, de la place de la langue arabe aux Comores, des investissements arabes...

**M**onsieur l'ambassadeur, les Comores sont depuis novembre 1993 membres de la Ligue des Etats arabes qui a ouvert en 2008 sa représentation à Moroni. Quelles sont les missions dévolues à celle-ci ?

L'Union des Comores est, depuis son adhésion à la Ligue, un membre actif. Elle a aussi l'avantage d'appartenir à l'Union africaine et à la Conférence islamique. En fait, l'ouverture d'un bureau n'est pas automatique dans tous les Etats membres. Le bureau aura pour rôle de faciliter les relations diplomatiques, gage de biens nombreux échanges commerciaux, entre les Comores et les autres pays arabes. Il est ouvert quand le besoin est ressenti d'appuyer un pays membre en difficultés. D'autres Etats membres, comme l'Irak, la Somalie, le Sud Soudan qui sont ou qui étaient plus ou moins dans le même besoin que les Comores ont bénéficié de cette ouverture. Je pense que depuis l'ouverture de cette représentation beaucoup de choses ont été accomplies. Maintenant, la visibilité des Comores, dans des nombreuses manifestations rassemblant les pays arabes, est indéniable. Et je pense que les Comores ont beaucoup à gagner à être visibles. Récemment, lors du sommet de Qatar, le pays a

bénéficié d'une aide de 2 millions de dollar par mois pour une durée de un an.

**Justement, concernant cette aide, à quoi ce fonds est-il destiné ?**

Je crois qu'une commission spéciale a été mise en place pour déterminer, bien sûr avec la coopération de l'Etat comorien, dans quel domaine affecter ces fonds. Je tiens à préciser que d'autres Etats membres, notamment, la Somalie, le Darfour, ont bénéficié de cet appui financier.

**Un sujet d'actualité, le gouvernement comorien a décidé d'organiser un référendum le 17 mai prochain. Quelle est, donc, la position de la Ligue arabe par rapport à cette question ?**

Nous pensons que ce projet est une bonne chose. Il offre au pays la chance d'aller vers une relance économique effective avec la suppression de cette multitude d'institutions qui demandent en conséquence beaucoup d'argent. Prenons l'exemple de l'Indonésie, un pays musulman comme les Comores. L'Indonésie compte à elle seule deux mille îles, et pourtant il n'y a qu'un seul président et un seul gouvernement. Ce qui est des voisins directs des Comores, il y a le cas des îles Maldives qui comptent à peu près deux cents îles avec un

seul président. Sur la consultation prochaine, le gouvernement a soumis une requête auprès de la Ligue qui compte dépêcher une mission d'observation.

**Les investisseurs arabes semblent marquer un nouveau regain d'intérêt sur le marché comorien. La présence, récente, du bureau de la Ligue arabe en est-elle pour quelque chose ?**

Ce regain d'intérêt était inévitable, que ce soit avec notre présence ou non ; puisque les Comores ont ce privilège d'être le seul pays arabo-musulman dans cette zone de l'Océan indien. Cela vient s'ajouter à sa position géographique stratégique. Je pense qu'il est particulièrement dû au dynamisme déployé par le nouveau chef de l'Etat pour plaider en faveur du développement de son pays. Je note en passant que les Comores doivent dépasser les lourdeurs administratives qui découragent de nombreux investisseurs qui souhaiteraient s'installer aux Comores

**Y a-t-il une politique définie pour promouvoir la langue arabe aux Comores ?**

Une politique existe déjà, et nombreux sont les programmes d'enseignement de la langue arabe actuellement menés par des organisations

arabes ou musulmanes, de bienfaisance. Je citerai les cas du centre Ibn Kaldoun à Vouvouni et des bureaux de la Ligue islamique mondiale à Moroni et dans les autres îles.

**Quelle est la position de la Ligue, sur la question de Mayotte et du référendum que la France a organisé sur cette île il y a un mois ?**

Nous considérons que Mayotte est une terre arabe et musulmane. Cette politique exercée par l'Etat français est contre toutes les résolutions des Nations unies. De notre point de vue, Mayotte restera comorienne quoiqu'il arrive.

**Interview réalisée par Cheha Ali Hamadi et traduite de l'arabe par Kamardine Soulé**



## Développement durable. Projet Wio-Lab : vers un plan d'action nationale

L'hôtel Le Moroni a abrité les mardi et mercredi des journées d'atelier, organisé par le ministère fédéral de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement, sur le thème "préparation d'un plan d'action stratégique et de l'analyse diagnostique transfrontalières sur les ressources marines et côtières." Cette réunion de travail regroupe les départements sous tutelle dudit ministère, ainsi que les organismes non gouvernementaux financés par le projet régional Wio-Lab. Ce projet regroupe les pays de la zone ouest de l'Océan indien dans la recherche de solutions aux principaux problèmes environnementaux et aux questions liées à la dégradation de l'environnement marin et côtier résultant des activités terrestres.

Pendant ces deux jours, ces différentes entités doivent concourir vers l'élaboration d'un documents national regroupant toutes les données et recommandations issues des activités menées, au niveau régional, par les Ong et les institutions publiques s'étant investis dans les missions bien spéciales de gestion et de protection des côtes maritimes comoriennes. Durant le premier jour, les participants ont été informés des objectifs principaux de l'atelier par les autorités du ministère. Cette présentation a

été suivie par des exposés et des débats sur les activités menées jusque-là par les services publics et les organisations non gouvernementales dans ce domaine.

Al'instar des autres pays appartenant à la zone du projet Wio-Lab, les Comores souhaitent elles aussi, d'ici 2032, "promouvoir des habitats côtiers protégés, restaurés et gérés pour une exploitation durable", comme il est indiqué dans le programme d'action stratégique pour la protection de l'environnement marin et côtier de l'Océan indien. Les îles de la lune aspirent aussi à "rendre la qualité de l'eau conforme aux normes internationales" et "gérer les

écoulements fluviaux de manière rationnelle et durable". Mais tout ceci nécessite que "les acteurs collaborent efficacement au niveau régional à la résolution des problèmes transfrontaliers", comme le veut ce programme, arrêté par les autorités comoriennes.

Aux Comores, les quatre dernières années ont été marquées par certaines réalisations dans le cadre du Wio-Lab, démontrées par les responsables d'une insitution publique, l'Irappe, et par trois Ong qui, tous, véhiculent des projets environnementaux s'y affiliant. Ainsi, le projet Démonstration Itamiya, sur l'île de Mohéli, a bien été entrepris pratique-

ment depuis octobre 2007. Et, avec 178 000 dollars (un peu plus de 65 millions de francs), des sites touristiques ont été aménagés, des travaux de reboisement ont été entamés et un observatoire de ponte des tortues marines a été construit.

Il est de même pour l'Irappe. Avec un appui de 40 000 dollars (14 millions), en grande partie fournis par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (toujours dans le cadre du Wio-Lab), l'Institut national de recherche pour l'agriculture, la pêche et l'environnement déclare avoir mené plusieurs actions dans le domaine de l'analyse de la qualité de l'eau, au niveau de certaines zones de la Grande-Comore, comme la côte maritime de Moroni, dans les périphéries du port. La principale conclusion de cette enquête partielle (puisque une partie des analyses n'a pas pu être faite faute d'équipement adéquat) est que "l'eau n'est pas trop polluée" ; le taux des métaux lourds n'étant pas inquiétant. L'Association pour la protection du Gombessa (coelacanth) a été, elle aussi, bénéficiaire des financements du projet Wio-Lab, à hauteur de 100 000 dollars (quelques 36 millions de francs). Un montant injecté dans des activités de sensibilisation, et au financement de quelques petits pro-

jets pour les pêcheurs, comme pour l'achat de vedettes, de lamparos, de chambres froides ainsi que la construction d'une débarcadère, afin d'aider ces derniers à s'impliquer davantage dans la sauvegarde de l'espèce rare. D'après le Centre de gestion et de conservation du coelacanth et de son environnement, le résultat de cette politique s'observe dans une régression nette du nombre de coelacanthes attrapés depuis 1996, avec trois individus pêchés à Ngazidja, et (tout de même !) une dizaine pour la seule île d'Anjouan.

En attendant les conclusions de cet atelier mercredi après-midi, il convient de rappeler que le projet Wio-Lab est soutenu par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ainsi que le Fonds mondial pour l'environnement. Représentant un partenariat solide entre les pays de la région de l'ouest de l'Océan indien et le gouvernement norvégien, il est conçu comme un projet de démonstration pour la protection du milieu marin et vise, en gros, à développer la capacité régionale et à renforcer les institutions pour un développement durable moins polluant.

